

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

PAR

YVES BOYER (*)

2017 a été marquée par l'arrivée au pouvoir de l'administration Trump alors même que nombre de commentateurs ne pariaient pas cher sur le candidat républicain si atypique. Ses positions sur la Russie, sur les alliés européens et japonais de l'Amérique, sur l'Alliance atlantique semblaient indiquer que se dessinait une inflexion assez sensible de la politique extérieure des Etats-Unis. Dans les mois qui ont suivi l'arrivée de D. Trump à la Maison-Blanche, les inflexions ont été davantage marquées à l'égard de l'Asie : durcissement de l'attitude américaine vis-à-vis de la dictature nord-coréenne ; retrait de l'Accord de partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership ou TPP) pourtant favorable aux intérêts géopolitiques américains ; et hésitations marquées quant à l'attitude à adopter à l'égard de la Chine. La première rencontre entre le président Trump et son homologue chinois, dans la résidence privée de Trump, Mar-a-Lago, avait paru pourtant se dérouler dans un climat positif.

Globalement, dans sa première année, la présidence Trump a semblé davantage préoccupé par les questions intérieures (enquête du procureur Mueller sur l'éventuelle implication russe dans l'élection présidentielle, questions liées à l'immigration, *etc.*), dont l'évolution conditionne l'avenir politique de D. Trump, que par la géopolitique internationale. Pourtant, le nouveau locataire de la Maison-Blanche avait annoncé qu'il allait changer les lignes de la politique étrangère. Il entendait renouer le dialogue avec Moscou, défier la Chine, contenir l'Iran, damer le pion à la Corée du Nord, rebattre radicalement les cartes au Proche-Orient, demander aux alliés de payer davantage pour leur défense, se retirer d'accords internationaux aussi importants que l'Accord de Paris sur le climat et celui sur le nucléaire iranien. Une partie de ce programme a été réalisé ; en même temps, le Président est un *businessman* qui instinctivement réagit d'une façon assez pragmatique. Il n'est pas unilatéraliste mais il scande « *America first* ». Il n'est pas isolationniste : à Davos, en janvier 2018, il appela les investisseurs à venir sur le marché américain et souligna qu'une Amérique plus soucieuse de ses intérêts n'était pas une Amérique isolée. La ligne ainsi suivie tranche d'avec ses prédécesseurs et oriente l'Amérique sur un cours tel qu'un retour en arrière est difficilement possible. Gary

(*) Professeur émérite de l'Ecole polytechnique (France) et directeur scientifique du Forum du Futur.

Cohn, le directeur du National Economic Council, et le général McMaster, Conseiller pour les affaires de sécurité nationale (NSC), avaient indiqué, en mai 2017, quelques semaines après l'investiture présidentielle, dans un article paru dans le *Wall Street Journal*, l'attitude de l'administration sur la scène internationale : « *le monde n'est pas une communauté globale mais une arène où s'affrontent les Etats, les acteurs non étatiques et les grands groupes industriels et financiers pour rechercher leur avantage maximal* ». Dans cette perspective, les partenaires de l'Amérique peuvent changer en fonction des intérêts du moment.

En matière de défense, la démesure marque de son empreinte les dépenses militaires américaines. Démesure qui doit sans doute davantage à la mauvaise gestion et à l'appétit sans bornes des armées poussées par le complexe militaro-industriel qu'à l'existence de menaces pressantes et de risques imminents contre la sécurité des Etats-Unis. Néanmoins, le document sur la stratégie de défense publié au tout début de 2018 mentionne, la Chine, la Russie et la Corée du Nord comme adversaires représentant une menace contre les intérêts américains. La Corée du Nord est un cas à part où, malgré les rodomontades américaines, amplement justifiées, et le durcissement des mesures d'embargo à l'égard de Pyongyang, soutenues par la totalité des pays, la guerre semble improbable, hormis le cas d'une agression irréfléchie de la Corée du Nord. De la même façon, les Américains n'ont aucune raison ni intérêt à durcir au-delà d'un certain seuil la confrontation avec Pékin sur les espaces maritimes en mer de Chine. Encore que, comme le souligne Graham Allison dans son dernier ouvrage, dans ce moment de transition de l'ordre international, le recours à la guerre, « le piège de Thucydide », entre une puissance dominante et une puissance ascendante l'une et l'autre dans l'impossibilité de maintenir des rapports équilibrés reste malheureusement possible. En Europe, la Russie semble assurer à l'OTAN de beaux jours devant elle. La « menace russe » est présentée sous des aspects multiples, depuis les cyberattaques jusqu'à ses forces armées, auxquelles on prête sans doute beaucoup plus qu'elles ne peuvent assumer. En réalité, cela est largement un théâtre d'ombres. L'OTAN vieillit mal. Il lui faut trouver des raisons d'être. Désormais, elle participe aussi au combat pour l'émancipation des femmes, comme l'annonçait un article paru dans *The Guardian* à la fin de 2017, co-signé par le Secrétaire général de l'organisation, Jens Stoltenberg et l'actrice Angelina Jolie ! La menace russe continue en même temps à être agitée tel un épouvantail. A cet égard, les mesures de réassurance données aux petits pays Baltes et à l'Europe centrale et orientale restent bien trop modestes pour croire sérieusement à une attaque russe. D'ailleurs, il est fort probable qu'en réalité, dans beaucoup de capitales, à commencer par Paris, on estime que la vitalité de l'Alliance est très affaiblie et qu'il faut préparer la voie d'une normalisation des relations avec la Russie. Après le projet avorté de visite du Président russe à l'occasion de l'inauguration, à la fin de 2016, de l'église orthodoxe de la Sainte Trinité, dans le 7^e arrondissement de Paris,

une visite du Président français se prépare pour le printemps 2018, après la réélection de Vladimir Poutine à la présidence, mais l'opinion n'étant pas prête à un revirement brusque, on continue à faire comme si la Russie était un clone de l'Union soviétique.